

NOTE

Objet: **Rapport de synthèse relatif à la session plénière¹**
- le 5 juin 2003, Bruxelles

I. Introduction

Le Président a ouvert la session, qui a été consacrée à un débat sur la partie I du projet de la Constitution (titres I à III et V à IX), les protocoles sur le rôle des parlements nationaux et sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, et la partie IV (Dispositions générales et finales).²

II. Débat

1. Partie I

En ce qui concerne le titre I - "Définitions et Objectifs de l'Union", les intervenants ont surtout évoqué les articles I-2 et I-3.

Concernant l'article I-2 sur les valeurs, plusieurs orateurs ont insisté sur une mention de l'égalité dans la première ligne de cet article au même titre que la liberté.

Quant à l'article I-3 sur les objectifs, les interventions se sont concentrées sur son paragraphe 3. Une série d'intervenants a revendiqué le maintien, dans ce paragraphe, du concept de la

¹ Le verbatim de la session plénière se trouve sur le site web à l'adresse suivante:
<http://european-convention.eu.int>.

² Docs CONV 724/1/03 REV 1 et CONV 728/03.

compétitivité. En outre, nombre de Conventionnels ont demandé que la formule sur la protection et l'amélioration de l'environnement soit insérée dans la phrase sur le développement durable. De nombreux conventionnels ont regretté l'absence de mention de la lutte contre les discriminations dans cet article. D'autres suggestions faites par certains intervenants ont porté sur une mention de la protection des consommateurs ou des services d'intérêt général. Enfin, certains conventionnels ont émis des doutes quant à l'introduction de la notion de "cohésion territoriale" et l'extension correspondante de la politique structurelle.

La grande majorité des Conventionnels qui se sont prononcés sur le titre III - "Les compétences de l'Union", se sont montrés d'accord avec l'énumération et la définition des principes qui régissent la délimitation et l'exercice de compétences, tels qu'ils figurent à l'article I-9. Quelques Conventionnels ont demandé une reformulation du principe de primauté du droit de l'Union.

Pour ce qui est des compétences, la plupart des Conventionnels ont marqué leur accord sur l'énumération des domaines relevant de chaque type de compétence telle que proposée par le Praesidium. Quelques Conventionnels ont demandé la suppression de l'un ou l'autre domaine de l'une ou l'autre catégorie, tel que l'énergie de la liste des compétences partagées ou la concurrence de la liste des compétences exclusives, ou l'ajout de l'un ou l'autre domaine, tel que le tourisme, dans la liste des compétences de coordination, de complément ou d'appui.

Pour ce qui est de la coordination des politiques économiques et de l'emploi, certains Conventionnels ont demandé de revenir à la formulation de l'article 99 du TCE actuel, à savoir, que les Etats membres coordonnent leurs politiques économiques et de l'emploi au sein de l'Union, et que celle-ci adopte les grandes orientations et lignes directrices de ces politiques.

Un Conventionnel s'est prononcé contre la description dans la Constitution des différents types de compétences de l'Union.

Les interventions concernant le titre V - "L'exercice des compétences de l'Union" ont surtout porté sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune. En ce qui concerne la procédure de prise de décision dans la PESC, certains membres ont réitéré leur souhait que la majorité qualifiée soit la règle générale, d'autres s'y sont opposés, estimant que les changements proposés par le Praesidium contribueront à renforcer l'action de l'Union dans le domaine de la politique étrangère.

En ce qui concerne plus particulièrement les questions de défense, certains conventionnels ont réitéré leur réticence concernant l'inclusion dans la Constitution de la "coopération plus étroite" en matière de défense mutuelle, ainsi que de la "coopération structurée". S'agissant de la coopération structurée, un nombre de Conventionnels a souhaité qu'une telle possibilité existe, mais dans le cadre des dispositions relatives à la coopération renforcée.

Le titre VI - "La vie démocratique de l'Union" a été relativement peu évoqué. Certains Conventionnels ont proposé de renforcer le texte de l'article I-46, sur la démocratie participative, en ce qui concerne le dialogue avec la société civile ou par l'introduction dans le texte d'une initiative des citoyens. Quelques Conventionnels ont en outre proposé de préciser le texte de l'article I-49 sur la transparence des travaux des institutions de l'Union concernant les conditions relatives à l'accès des documents. Quelques Conventionnels ont demandé la suppression de l'article I-51 sur le statut des églises et des organisations non confessionnelles.

En ce qui concerne le titre IX - "L'appartenance à l'Union", un Conventionnel s'est prononcé en faveur de l'établissement d'un lien entre le droit de retrait volontaire de l'Union et la non ratification par un Etat membre d'une modification de la Constitution. Un autre Conventionnel s'est par contre prononcé contre l'établissement d'un tel lien, qui équivaldrait à son avis à établir une clause d'expulsion.

2. Protocoles sur le rôle des parlements nationaux et sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité

Les deux protocoles ont été bien accueillis par les Conventionnels. En ce qui concerne le protocole sur le rôle des parlements nationaux, quelques Conventionnels ont proposé de modifier le paragraphe concernant la COSAC, en renommant l'organe « Conférence interparlementaire » et en élaborant plus en détail la description de ses fonctions. Quelques Conventionnels ont regretté que les protocoles ne prévoient pas d'implication directe des parlements régionaux disposant de pouvoirs législatifs dans les mécanismes et mesures qu'ils mettent en place.

3. Partie IV

Les Conventionnels se sont prononcés en faveur de la proposition du Praesidium prévoyant que la Conférence intergouvernementale qui doit approuver les éventuelles modifications futures de la Constitution doit être en règle générale préparée par une Convention.

Certains Conventionnels ont demandé que les modifications futures du Traité constitutionnel puissent entrer en vigueur après ratification par un nombre d'Etats membres inférieur au nombre total (par ex. par 4/5 des Etats membres représentant 4/5 de la population totale). Ils considèrent que la nécessité de ratification par tous les Etats membres équivaldrait à fermer la porte à toute modification future. Nombre de Conventionnels se sont prononcés en faveur du maintien du système actuel (ratification par tous les Etats membres), ainsi que le propose le Praesidium.

Quelques Conventionnels ont demandé que certaines parties du traité constitutionnel, ainsi que les ajustements techniques à celui-ci, puissent être révisées par le Conseil à la majorité super-qualifiée, sans approbation des Parlements nationaux. Un Conventionnel a demandé que la ratification des modifications de la Constitution par les Parlements nationaux ait lieu de façon conjointe.

LA CONVENTION EUROPEENNE

Session plénière jeudi 5 et vendredi 6 juin 2003

LISTE DES ORATEURS*Jeudi 5 juin (15h00)***1. Débat sur:**

- **la partie I (titres I à III et V à IX)**
 - **les protocoles sur le rôle des parlements nationaux et sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité**
 - **la partie IV (dispositions générales et finales)**
docs. CONV 724/1/03 REV 1 et CONV 728/03.
-

1. M. Olivier DUHAMEL - Parlement européen
 2. M. Dick ROCHE - Irlande (Gouvernement)
 3. M. Michael FRENDÓ - Malte (Parlement)
 4. Mme Maria Eduarda AZEVEDO - Portugal (Parlement)
 5. M. Timothy KIRKHOPE - Parlement européen
 6. M. Ernâni LOPES - Portugal (Gouvernement)
 7. M. Kimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)
 8. M. Frans TIMMERMANS - Pays Bas (Parlement)
 9. M. Michel BARNIER - Commission
 10. M. Rytis MARTIKONIS - Lituanie (Gouvernement)
- carton bleu : Mme Ana PALACIO, M. Olivier DUHAMEL, M. Ben FAYOT*
11. M. Jozef OLEKSY - Pologne (Parlement)
 12. M. Elmar BROK - Parlement européen
 13. M. Hannes FARNLEITNER - Autriche (Gouvernement)
 14. M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)
 15. Mme Hanja MAIJ-WEGGEN - Parlement européen
 16. M. Hubert HAENEL - France (Parlement)
 17. Mme Linda McAVAN - Parlement européen
 18. Mme Lena HJELM-WALLÉN - Suède (Gouvernement)
 19. M. Erwin TEUFEL - Allemagne (Parlement)
 20. M. Puiu HASOTTI - Roumanie (Parlement)
 21. M. René Van der LINDEN - Pays Bas (Parlement)
 22. Mme Sylvia-Yvonne KAUFMANN - Parlement européen

23. Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)

24. M. Andrew DUFF - Parlement européen

25. M. Reinhard BÖSCH - Autriche (Parlement)

26. M. Lamberto DINI - Italie (Parlement)

27. M. Alain LAMASSOURE - Parlement européen

28. M. Proinsias DE ROSSA - Irlande (Parlement)

29. M. Jari VILÉN - Finlande (Parlement)

30. M. Pierre LEQUILLER - France (Parlement)

31. M. Edmund WITTBRODT - Pologne (Parlement)

carton bleu : Mme Gisela STUART, M. Olivier DUHAMEL, Mme Anne van LANCKER

32. M. Jozsef SZÁJER - Hongrie (Parlement)

33. M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)

34. Mme Cristiana MUSCARDINI - Parlement européen

35. M. Péter BALÁZS - Hongrie (Gouvernement)

36. M. Sören LEKBERG - Suède (Parlement)

37. M. Josef BORRELL - Espagne (Parlement)

38. M. Dominique de VILLEPIN - France (Gouvernement)

39. M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)

40. Mme Danuta HÜBNER - Pologne (Gouvernement)

41. M. Dimitrij RUPEL - Slovénie (Gouvernement)

42. M. Göran LENNMARKER - Suède (Parlement)

43. M. Jan ZAHRADIL - Rép. Tchèque (Parlement)

carton bleu : M. Francesco SPERONI, M. Dick ROCHE, M. Andrew DUFF

44. M. Algirdas GRICIUS - Lituanie (Parlement)

carton bleu : Mme Anne van LANCKER

SUPPLEANTS

45. M. William ABITBOL - Parlement européen

* suppléant M. Bonde

46. M. Hans-Martin BURY - Allemagne (Gouvernement)

* Suppléant M. Fischer

47. M. Joachim WUERMEILING - Parlement européen

* suppléant M. Mendez de Vigo

48. Baroness SCOTLAND OF ASTHAL - Royaume Uni (Gouvernement)

* suppléante M. Hain

49. M. Henrik HOLOLEI - Estonie (Gouvernement)

* suppléant M. Meri

50. Mme Helle THORNING-SCHMIDT - Parlement européen

* suppléante M. Marinho

51. M. Guntars KRASTS - Lettonie (Parlement)	* suppléant M. Piks
52. Mme Piia-Noora KAUPPI - Parlement européen	* suppléante M. Tajani
53. M. Péter ECKSTEIN-KOVACS - Roumanie (Parlement)	* suppléant M. Athanasiu
54. Mme Elena PACIOTTI - Parlement européen	* suppléante Mme van Lancker
55. M. Jan Jacob VAN DIJK	* suppléant M. Timmermans
56. M. Pierre CHEVALIER - Belgique (Gouvernement)	* suppléant M. Michel
57. M. Paolo PONZANO - Commission	* suppléant M. Vitorino
58. Mme Neli KUTSKOVA - Bulgarie (Gouvernement)	* suppléante Mme Kuneva
<i>carton bleu : M. David HEATHCOAT-AMORY, Baroness SCOTLAND OF ASTHAL</i>	

OBSERVATEURS

M. Joao CRAVINHO - Partenaires sociaux

M. Roger BRIESCH - Comité économique et social

M. Emilio GABAGLIO - Partenaires sociaux

M. Josef CHABERT - Comité des régions

M. Manfred DAMMAYER - Comité des régions

M. Giacomo FILIBECK - Président de la Convention des jeunes